

Il s'agit là d'un problème qui se pose à l'échelle de l'humanité tout entière. C'est un problème qui concerne l'Ouest tout autant que le bloc de l'Est. Chacune des grandes puissances consacre une part de plus en plus importante de son produit national brut à l'armement. Le moment est certes venu de redoubler d'efforts pour parvenir au désarmement mondial.

Des voix: Bravo!

[Français]

M. Broadbent: Madame le Président, à ce moment-ci, je veux parler de la question nationale, qui préoccupe les Québécois mais qui aussi nous touche tous. Pour mon parti, je peux dire que nous partageons avec les Québécois leur esprit d'indépendance, leur fierté nationale, leur amour du patrimoine, mais pour que ces sentiments puissent s'épanouir, il faut une base solide pour nos deux peuples. Mon parti reconnaît aux Québécois le droit de choisir librement leur avenir politique dans lequel ils veulent vivre; c'est à eux de décider, pas à nous. Quant à nous, la Constitution doit refléter la réalité du pays; si elle ne correspond plus à la réalité, il faut la changer. La société évolue; les structures politiques doivent aussi s'adapter à cette nouvelle réalité. Le Canada du siècle dernier doit faire place au Canada des années 1980. Pour nous, en tant que parti social-démocrate, il faut d'abord décider des valeurs que nous voulons pour notre société et après on décidera quels arrangements constitutionnels seront préférables pour atteindre ce but. Voici quelques exemples concrets de ces valeurs: il faut décider d'abord du droit de vivre et de travailler dans sa propre langue; la langue est un aspect fondamental de la personnalité; le droit au travail intéressant et stable; l'égalité entre les sexes; la sécurité pour les retraités; le contrôle et le développement de nos ressources par nous-mêmes et non pas par les autres. Et, finalement, la distribution efficace des bénéfices économiques de notre pays.

Madame le Président, à cause des changements idéologiques survenus depuis les années 60, je pense que la plupart des Québécois sont actuellement d'accord sur ces principes. Alors, il faut donc décider quel régime constitutionnel est le meilleur: indépendance, souveraineté-association ou une forme de fédéralisme. Dans le moment je veux discuter du récent débat sur le référendum tenu à l'Assemblée nationale du Québec. Je lisais récemment le compte rendu du discours très intéressant et très émouvant prononcé à l'Assemblée nationale par M. Claude Charron, le leader parlementaire du Parti québécois. Dans son discours, M. Charron citait de nombreux exemples de mauvaise administration de la part de ce qu'il appelait le vieux régime: Telle indécision quant à l'avenir de la Place Guy-Favreau, l'aéroport de Mirabel, les loteries, le Centre des congrès de Montréal, l'industrie de l'automobile. Plusieurs autres ministres du gouvernement québécois ont dénoncé pendant ce débat les agissements inacceptables du «vieux régime», les problèmes avec les secteurs mous, les chantiers maritimes, la recherche et le développement, et d'autres problèmes de ce genre. Madame le Président, mes collègues et moi-même sommes complètement d'accord avec M. Charron et ses collègues là-dessus.

L'Adresse—M. Broadbent

M. Trudeau: Au sujet de Mirabel qu'y a-t-il de travers?

M. Broadbent: Je regrette de devoir dire au premier ministre que M. Charron et les autres ont raison. Ce sont là de véritables exemples de faillite complète du «vieux régime».

M. Trudeau: Pas du tout!

M. Broadbent: Mais curieusement, le Parti Québécois n'a pas dit que ce vieux régime était le régime libéral. La raison est claire, ils n'ont pas voulu souligner la réalité selon laquelle ces problèmes ont été créés par des politiciens, et dans ce cas, par les libéraux et non pas par le fédéralisme parce qu'ils ont voulu... la raison...

M. Trudeau: Mais vous êtes d'accord sur ce qu'ils ont dit?

M. Broadbent: Le premier ministre n'aime pas cet argument, mais c'est la réalité.

M. Trudeau: Êtes-vous d'accord?

M. Broadbent: Le premier ministre est d'accord...

M. Trudeau: Mais êtes-vous d'accord sur les loteries? Sur Mirabel et tout ce que M. Charron a dit?

M. Broadbent: Oui, je suis d'accord sur ces arguments, comme je l'ai déjà dit. Le premier ministre a eu la parole, puis-je continuer mon discours maintenant?

M. Trudeau: Mais, oui.

M. Broadbent: Les membres du Parti Québécois n'ont pas dit que les libéraux ont fait les mêmes erreurs dans les autres provinces. C'est la réalité, nous avons eu un problème d'aéroport, pas seulement celui de Mirabel, mais aussi celui de Pickering. Il est certain que nous avons des problèmes avec quelques secteurs mous au Québec, mais il y en a aussi dans les provinces Maritimes ou dans la province d'Ontario avec certains secteurs, mais les membres du Parti québécois n'ont pas dit cela pour deux raisons.

C'est clair, madame le Président, en tant que néo-démocrate, ce n'est pas le régime politique fédéral qui est responsable de ces erreurs. Les grands responsables, ce sont ceux qui ont administré le pays pendant toutes ces années, c'est-à-dire presque exclusivement les libéraux du Canada. Madame le Président, ce n'est pas le système qui est responsable de ces problèmes, ce sont les politiciens. Ce sont les libéraux qui n'ont rien fait au sujet du contrôle de nos ressources par les étrangers. Ce sont les libéraux qui n'ont pas accepté le nationalisme québécois. Ce sont les libéraux qui n'ont pas établi de stratégie industrielle, non seulement pour le Québec, mais pour l'ensemble du Canada. C'est la réalité. Pour moi, madame le Président, et pour beaucoup de Canadiens des autres provinces, un Canada fédéral ne veut pas dire un Canada libéral. Mais en même temps, comme je l'ai dit, je ne suis pas d'accord sur la thèse péquiste...

M. Trudeau: Ah, oui, seulement les arguments!